

Motion des 5 Conseils Scientifiques CNRS, Inserm, Inra, Ined, IRD

Etat d'urgence dans la recherche

Les conseils scientifiques du CNRS, de l'INRA, de l'IRD, de l'INED et de l'INSERM s'indignent de l'annonce brutale du projet de suppression par décret de 256 millions d'euros de crédit 2016 pour la "Mission interministérielle Recherche et Enseignement supérieur", qui porterait pour 134 millions sur les organismes de recherche (CNRS, INRA, INSERM, CEA, INRIA, etc.). Cette décision contredit radicalement les engagements pris en début d'année par le secrétariat d'Etat à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, et réaffirmés le 14 mars par le président de la République. Elle provoque stupeur et consternation dans l'ensemble du monde scientifique, comme en témoigne la prise de position commune de personnalités scientifiques de premier plan dans une tribune parue dans *Le Monde* du 24 mai 2016. Cette coupe claire, qui arrive très tardivement en cours d'année, va complètement déstabiliser les projets en cours et la structuration des équipes et des laboratoires, dans un contexte où l'emploi scientifique (chercheur.se.s, ingénieur.e.s, technicien.ne.s) a déjà été durement touché ces dernières années. Des décisions prises en conséquence dans l'urgence risquent de coûter à terme très cher à la collectivité et de détourner les jeunes générations de la recherche. Les conseils scientifiques demandent au gouvernement de surseoir à ce projet contre-productif, et de considérer réellement la recherche et l'enseignement supérieur comme un investissement d'avenir.

Mardi 24 mai 2016

1) Motion validée par :

- Bruno Chaudret, président du conseil scientifique du CNRS ;
- Alain Tedgui, président du conseil scientifique de l'Inserm ;
- Frédéric Dardel, président du conseil scientifique de l'Inra ;
- Gustavo de Santis, président du conseil scientifique de l'Ined ;
- Gilles Pison, président du conseil scientifique de l'IRD.